



**PRÉFET
DU DOUBS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté**

Arrêté n° 25-2025-07-07-00007

du 07 JUIL. 2025

portant modification des conditions d'exploitation de la carrière et de l'installation de traitement des matériaux exploitées par la société Faivre Rampant Carrières sur le territoire des communes de Les Fins et de Fournets Luisans

**Le préfet du Doubs
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret du 13 décembre 2023 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture du Doubs (groupe III), sous-préfète de Besançon – Mme VALLEIX Nathalie ;

Vu le décret du 12 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Rémi BASTILLE, Préfet du Doubs ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières sur le territoire des communes de Les Fins et de Fournets Luisans ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1941 du 2 juin 1986 autorisant la société Faivre Rampant à exploiter une installation de criblage concassage de matériaux sur le territoire des communes de Les Fins et de Fournets Luisans ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2004.2807.04381 du 28 juillet 2004 autorisant la société Faivre Rampant Carrières à poursuivre l'exploitation de la carrière située sur le territoire des communes de Les Fins et de Fournets Luisans ;

Vu l'arrêté n° 25-2025-03-25-00001 du 25 mars 2025 portant délégation de signature à Mme Nathalie VALLEIX, Secrétaire Générale de la Préfecture du Doubs ;

Vu l'arrêté du 22 janvier 2024 portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement concernant le projet d'installation d'une nouvelle station de lavage de matériaux sur la carrière exploitée par la société Faivre Rampant ;

Vu la déclaration du 1^{er} octobre 2023 complétée le 26 avril 2024 et le 24 mars 2025 de la société Faivre Rampant Carrières dont le siège social est situé 2 route de Fournets – Lieu-dit Bas de la Chaux – 25 500 LES FINS en vue de modifier les conditions d'exploitation de la carrière et de l'installation de traitement des matériaux qu'elle exploite sur les communes de Les Fins et Fournets Luisans ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 27 mai 2025 ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel en date du 20/06/2025 ;

Vu le rapport du 30/06/2025 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par les arrêtés préfectoraux du 2 juin 1986 et du 28 juillet 2004 susvisés ;

Considérant que les modifications de l'installation envisagées par la société Faivre Rampant Carrières portent sur :

- la mise en place d'une nouvelle installation de lavage des matériaux ;
- la mise à jour du périmètre d'autorisation de la carrière pour prendre en compte les évolutions des parcelles cadastrales ;
- la modification du phasage d'exploitation et du phasage de remblaiement de la carrière ;
- la modification des conditions de remise en état ;
- la diminution de la quantité de déchets inertes apportés dans la carrière ;

Considérant que les modifications de l'installation envisagées par la société Faivre Rampant Carrières relèvent des rubriques suivantes du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement :

- 1.b) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement.

Considérant que l'arrêté du 22 janvier 2024 susvisé portant décision d'examen au cas par cas ne soumet pas le projet d'installation d'une nouvelle station de lavage à évaluation environnementale ;

Considérant que les modifications sollicitées ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que les modifications demandées ne sont pas substantielles au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient d'adapter les dispositions des arrêtés préfectoraux du 2 juin 1986 et 28 juillet 2004 susvisé en modifiant :

- les rubriques de la nomenclature des installations classées ;
- les limites du périmètre d'autorisation de la carrière ;
- les montants des garanties financières ;
- le phasage et les plans d'exploitation ;
- la position de l'installation de traitement des matériaux ;
- les modalités et le plan de remise en état ;
- la quantité de déchets inertes apportées dans la carrière

Considérant que ces précisions sont nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Doubs ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société FAIVRE RAMPANT CARRIERES, dont le siège social est situé 2 route de Fournets – Lieu-dit Bas de la Chaux – 25 500 LES FINS, qui est autorisée à exploiter sur le territoire des communes de LES FINS et de FOURNETS LUISANS une carrière et une installation de traitement des matériaux, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de Monsieur le Préfet, les dispositions des articles suivants.

Article 2 – Installation de traitement des matériaux

Article 2.1 – Rubrique de la nomenclature ICPE

L'article 1.1 de l'arrêté préfectoral n°1941 du 2 juin 1986 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« La société Faivre Rampant Carrières, dont le siège social est situé 2 route de Fournets – Lieu-dit Bas de la Chaux – 25 500 LES FINS, est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à pratiquer les activités de la nomenclature des installations classées précisées ci-après, sur le territoire des communes :

LES FINS, lieu-dit « Le Gousset », parcelles cadastrées section A n°11 et n°10,

FOURNETS LUISANS, lieu-dit « Percerots et Pâturage Neuve », parcelles cadastrées section D n°181, 198, 199 et 231.

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Régime*	Nature et volume des activités
2515-1a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2.	E	Installation de broyage, concassage, criblage et lavage de produits minéraux. La puissance de l'installation est de 2 900 kW
4734-2c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.	DC	Stockage de GNR dans une cuve enterrée de 80 m ³ La quantité totale de GNR pouvant être stockée est de 80 tonnes

E – Enregistrement ; DC – Déclaration avec Contrôle »

Article 2.2 – Composition de l'installation de traitement

L'article 2.2 de l'arrêté préfectoral n°1941 du 2 juin 1986 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« *L'installation de traitement des matériaux comprend :*

- *une installation fixe de concassage et de criblage des matériaux,*
- *une installation de lavage des matériaux,*
- *un stockage enterré de 80 m³ de GNR,*
- *un poste de distribution de liquides inflammables d'un débit de 80 litres par minutes,*
- *un atelier de réparation et d'entretien de véhicules, engins. »*

Article 2.3 – Alimentation en eau de l'installation de lavage des matériaux

L'article 3 de l'arrêté préfectoral n°1941 du 2 juin 1986 susvisé est complété par les dispositions suivantes :

« *3.7 Alimentation en eau de l'installation de lavage des matériaux*

L'alimentation en eau de l'installation de lavage des matériaux est uniquement réalisée à partir de la récupération des eaux pluviales stockées dans un bassin de récupération d'un volume de 12 000 m³. »

Article 2.4 – Eaux de procédé de l'installation de lavage

L'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral n°1941 du 2 juin 1986 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

3.2.4 Eaux de procédé de l'installation de lavage

Les rejets d'eaux de procédé de l'installation de lavage des matériaux à l'extérieur du site autorisé sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées à partir du système de traitement des eaux en provenance des installations de lavage. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles ni à des rejets de boues et de particules fines à l'extérieur du site autorisé.

Le produit utilisé (floculant) pour le traitement des eaux de lavage contient moins de 0,1 % d'acrylamide résiduelle.

Article 3 – Carrière

Article 3.1 – Superficie de la carrière

L'alinéa 1 de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n°2004.2807.04381 du 28 juillet 2004 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le site de la carrière porte sur une superficie de 30 ha 62 a 29 ca dont 19 ha d'extension (23 ha sont concernés par l'extraction dont 10 ont déjà été exploités sur 2 niveaux de 15 m de hauteur). »

Article 3.2 – Limite du périmètre d'autorisation

L'article 6 de l'arrêté préfectoral n°2004.2807.04381 du 28 juillet 2004 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Section	N° parcelle	Surface comprise à l'intérieur du site objet de l'autorisation
FOURNETS LUISANS	D	181	49 a 95 ca
		231	3 ha 89 a 60 ca
		198pp	4 ha 23 a 10 ca
		199	2 ha 34 a 95 ca
		593	1 ha 71 a 13 ca
		592	6 a 20 ca
LES FINS	A	10	10 a 20 ca
		11	6 ha 44 a 80 ca
		571	2 a 60 ca
		573	16 a 81 ca
		574	1 ha 55 a 56 ca
		592	2 ha 08 a 17 ca

		570	1 ha 54 a 32 ca
		18	76 a 80 ca
		568	4 ha 81 a 40 ca
		20	36 a 70 ca
Total			30 ha 62 a 29 ca

pp : pour partie

L'exploitant signale toute modification cadastrale au préfet.

La superficie totale de la carrière est de 306 229 m². »

La figure B annexé à l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2004 est remplacé par l'annexe 1 du présent arrêté.

Article 3.3 – Montant des garanties financières

L'article 14.1 de l'arrêté préfectoral n°2004.2807.04381 du 28 juillet 2004 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'exploitant doit avoir constitué des garanties financières d'un montant au moins égal à celui indiqué dans le tableau ci-dessous :

Période	Phase 5 (période actuelle jusqu'au 14 mars 2029)	Phase 6 (5 ans – du 29 juillet 2029 au 28 juillet 2034)
Montant (en euros)	403 408	346 030

Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 9 février 2004 en prenant en compte un indice TP01 de 132,2 (paru au JO du 16 avril 2025) et un taux de TVA de 20 %.

Le montant des garanties financières est établi en se basant sur le coût des opérations suivantes :

- remise en état du site après exploitation.

L'exploitant transmet au préfet un document attestant la constitution des garanties financières de la nouvelle phase 5 dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté et pour les phases suivantes, trois mois avant expiration de la phase précédente. »

Article 3.4 – Phasage d'exploitation

Les figures C et Cbis annexées à l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2004 sont remplacés par l'annexe 2 du présent arrêté.

Article 3.5 – Position de l'installation de traitement

Le dernier alinéa de l'article 20 de l'arrêté préfectoral n°2004.2807.04381 du 28 juillet 2004 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'installation fixe de concassage criblage des matériaux est installée sur le carreau situé à la cote de 954 m NGF. »

Article 3.6 – Prélèvement d'eau

L'article 25.1 de l'arrêté préfectoral n°2004.2807.04381 du 28 juillet 2004 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les prélèvements d'eau et favoriser le recyclage.

L'alimentation en eau de la carrière est assurée par le réseau d'eau potable pour une utilisation sanitaire. Le raccordement au réseau public d'alimentation d'eau est équipé d'un disconnecteur. »

Article 3.7 – Surface à remettre en état

L'article 32 de l'arrêté préfectoral n°2004.2807.04381 du 28 juillet 2004 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« La surface à remettre en état est de 30 ha 62 a 29 ca. »

Article 3.7 – Modalités de remise en état

L'article 33 de l'arrêté préfectoral n°2004.2807.04381 du 28 juillet 2004 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« 33.1 La carrière doit être remise en état au fur et à mesure de l'avancement des fronts et selon les modalités prévues ci-après, telles qu'indiquées sur le plan de principe de réaménagement du site joint au présent arrêté (annexe 4 – Principe de remise en état).

L'objectif de la remise en état sera de restituer aux terrains remblayés leur vocation initiale forestière et agricole, et de sécuriser les fronts non talutés.

33.2 Les principales modalités sont les suivantes :

- les dépôts de matériaux inertes provenant de l'extérieur (de l'ordre de 10 000 t/an) et les stériles de l'exploitation seront disposés en remblayage partiel de l'excavation côté Sud du site c'est-à-dire au niveau de l'entrée carrière. Le remblaiement sera réalisé suivant les plans de l'annexe 3. Côté Ouest, la zone plane du remblai arrivée à la cote d'altitude du terrain naturel voisin sera plantée d'arbres et arbustes. Les pentes du remblai Ouest et le remblai terrassé en pente au Sud, seront plantés d'arbres. Il s'agira d'espèces locales ;*
- les fronts non comblés seront laissés nus après purge ; des écrêtements – chanfreinage de l'angle avant des gradins sur des hauteurs et pentes variables seront pratiqués aux endroits judicieux avec abandon des matériaux abattus en pied de front ; possibilité de taluter quelques parties de fronts dans la masse par tirs de mines obliques avec maintien des matériaux abattus sous forme d'éboulis ;*
- le carreau résiduel sera diversifié par :
 - maintien de surfaces nues irrégulières avec tas de stériles, blocs, tas de fines ;*
 - régalage de terre végétale et semé d'herbe ;**
- une zone d'accumulation d'eau sera conservée sur le point bas du carreau. »*

Les figures 11 et 11 bis annexées à l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2004 sont remplacées par l'annexe 3 du présent arrêté.

La figure 10 annexée à l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2004 est remplacée par l'annexe 4 du présent arrêté.

Article 4 – Notification et publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie de Les Fins et de Fournets Luisans dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société Faivre Rampant Carrières dont le siège social est situé 2 route de Fournets – Lieu-dit Bas de la Chaux – 25 500 LES FINS.

Article 5 – Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Besançon :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.
2. Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Article 6 – Exécution

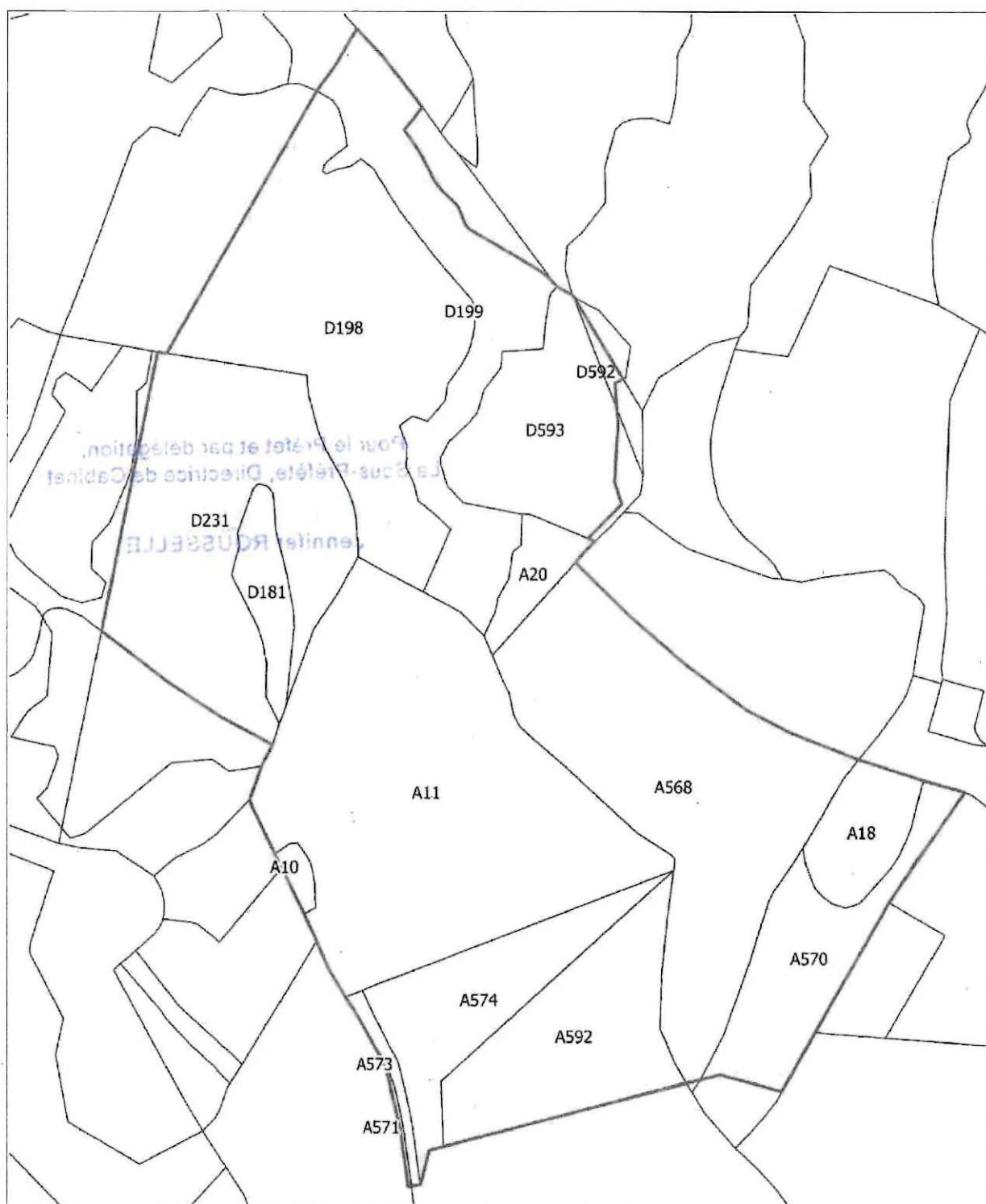
La Secrétaire Générale de la Préfecture du Doubs, ainsi que le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté, le maire de Les Fins et le maire de Fournets Luisans, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Le préfet,

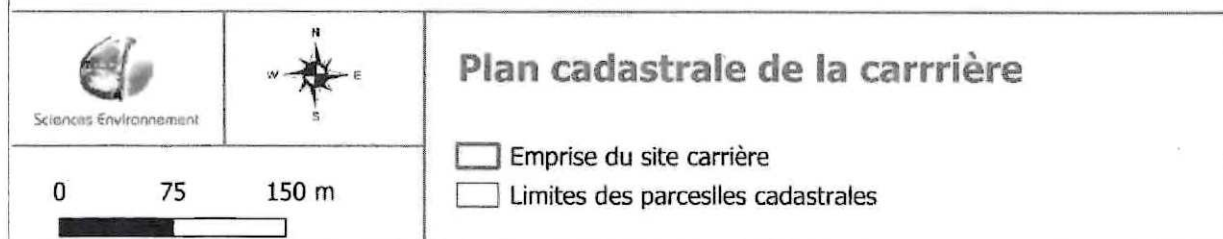
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet

Jennifer ROUSSELLE

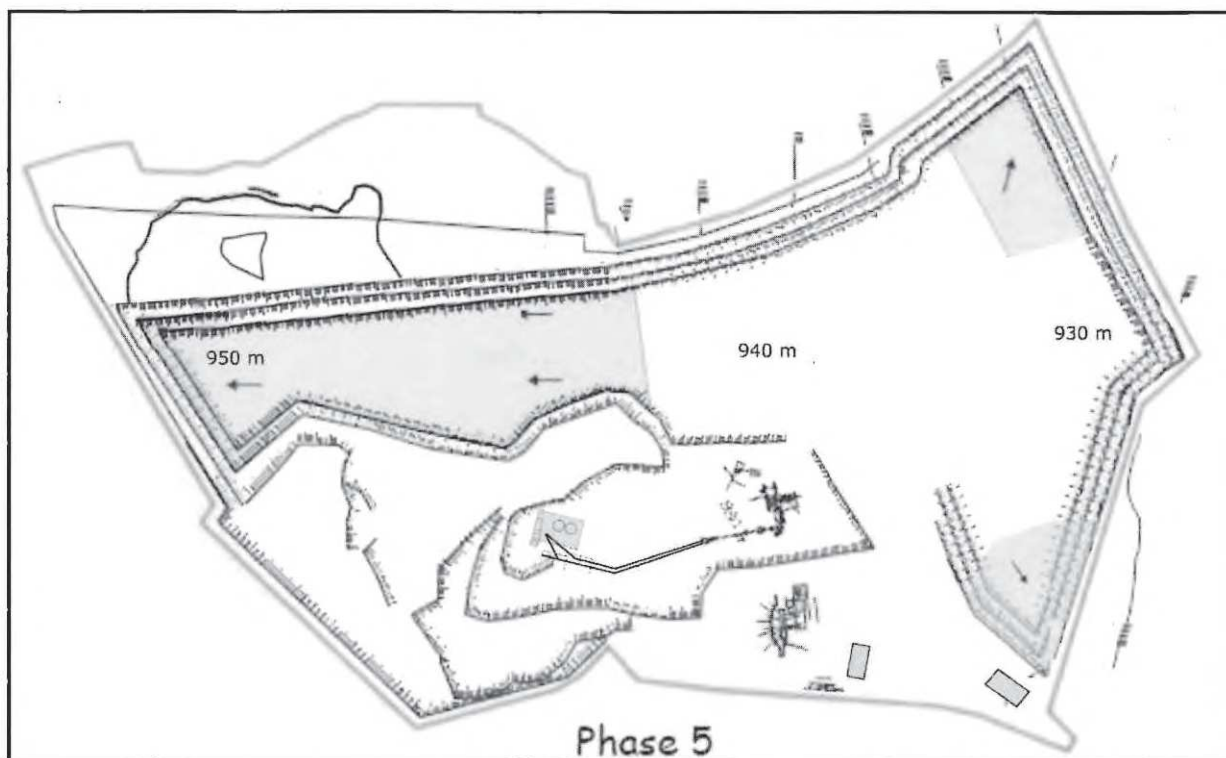
Annexe 1 – Plan cadastral de la carrière



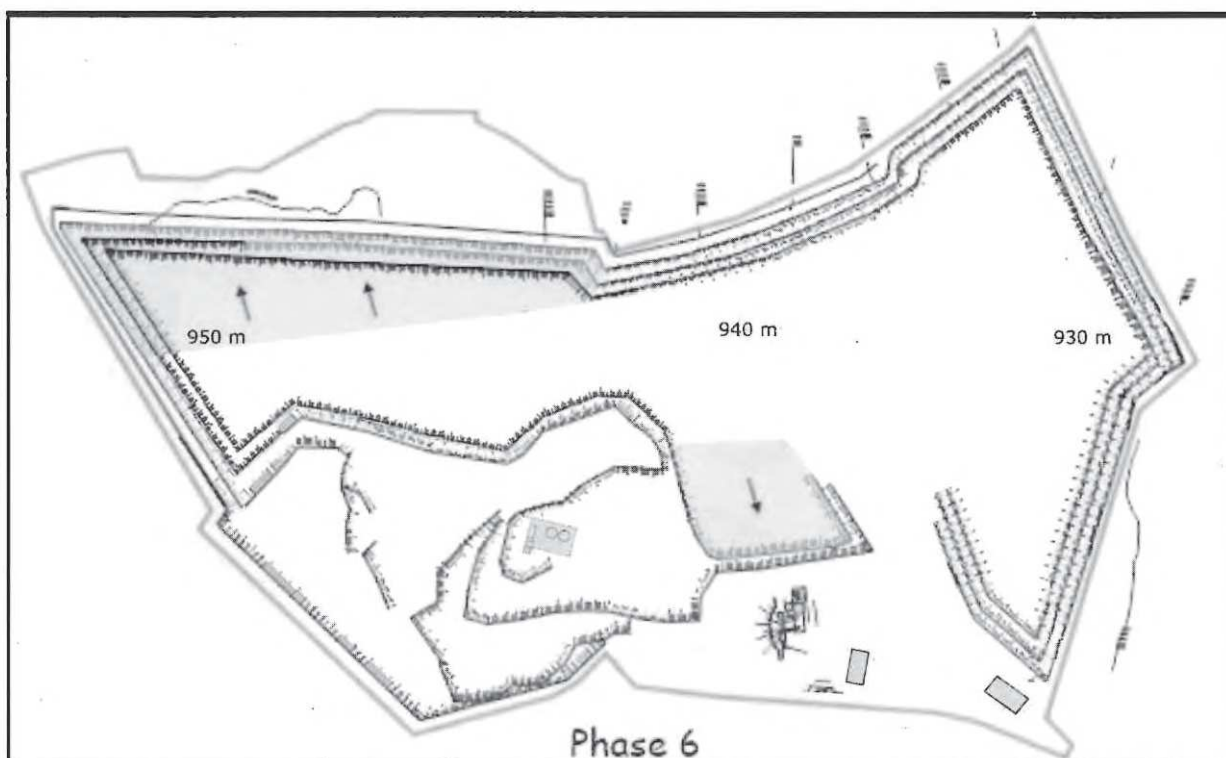
Projection Lambert 93 ; Source : IGN © ; Composition : Sciences environnement ; Carte créée sous QGIS en 2025



Annexe 2 – Phasage d'exploitation

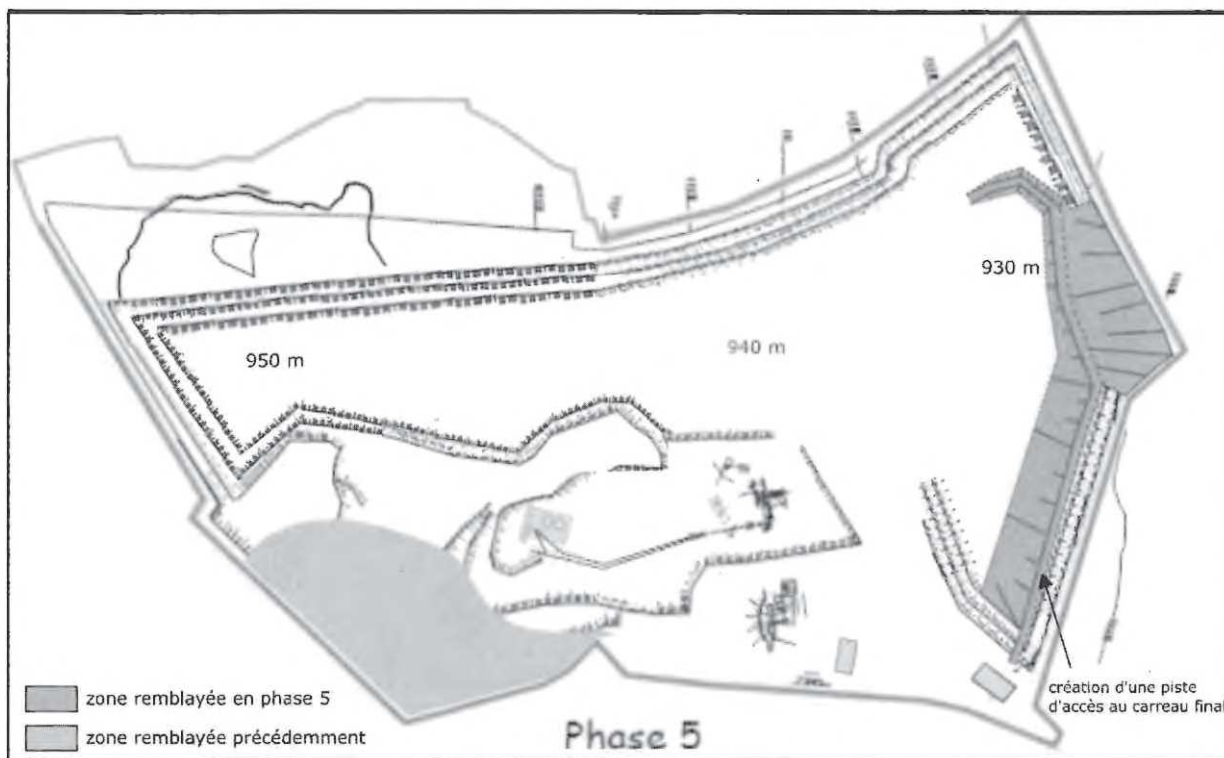


Phase 5 du nouveau phasage d'extraction (2024-2029)

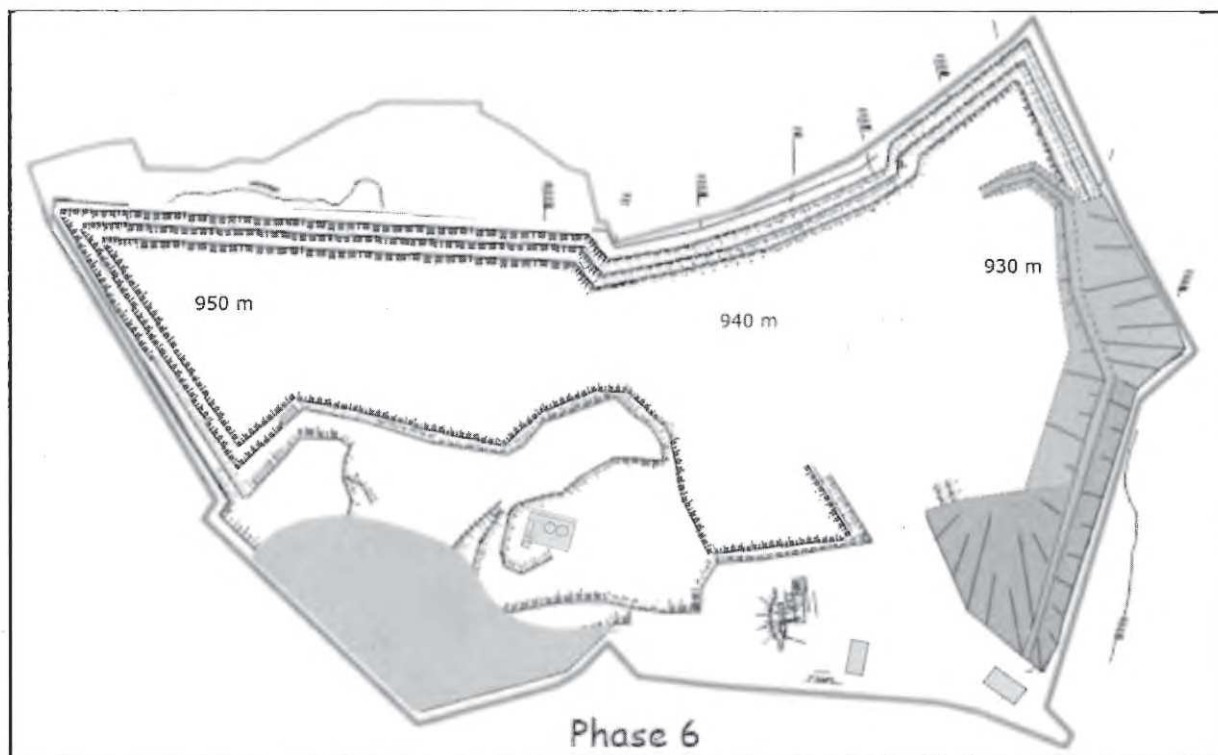


Phase 6 du nouveau phasage d'extraction (2029-2033)

Annexe 3 – Phasage de remblaiement



Phase 5 du nouveau phasage de remblaiement (2024-2029)



Phase 6 du nouveau phasage de remblaiement (2029-2034)

Annexe 4 – Principe de remise en état

